

Universités: 72% des étudiants opposés aux blocages, selon la Fage

Paris, 10 mai 2018 (AFP) -

Près des trois quarts des étudiants sont opposés au blocage des facs et au boycott des cours dans le cadre de la mobilisation contre les nouvelles modalités d'accès à l'université, selon une enquête du premier syndicat étudiant, la Fage, qui soutient cette réforme.

Durant près de trois semaines, le syndicat a voulu recueillir l'avis des jeunes sur la réforme de l'accès à l'université, via une plateforme en ligne. Plus de 14.000 réponses ont été obtenues, majoritairement venant d'étudiants en licence, selon les résultats de cette enquête publiés jeudi. Quelque 2,6 millions de jeunes sont inscrits en France dans l'enseignement supérieur.

D'après ces résultats, les étudiants ayant répondu se sont prononcés à 72,3% contre les blocages d'université et 68,6% contre les boycotts des cours.

La loi réformant l'accès à l'université, accusée d'instaurer de la "sélection" par ses détracteurs, est à l'origine de blocages dans plusieurs facultés. Selon le ministère, deux universités restent aujourd'hui bloquées (Rennes-2 et Nanterre) et cinq sont perturbées (Limoges, Nantes, Marseille, Sorbonne Université et Paris-8).

Les étudiants plébiscitent à l'inverse à 66,8% les réunions d'information dans les universités.

Ils sont aussi majoritairement favorables à la fin du tirage au sort (65%) pour départager les candidats à l'université, un mécanisme que la nouvelle loi a définitivement enterré en permettant de classer les dossiers quand la demande excède l'offre.

Ils sont pourtant mitigés sur la mise en place des "attendus" qui permettent notamment d'effectuer ces classements: 55% sont d'accord avec leur mise en place, 42% en désaccord.

"Ces avis peuvent apparaître contradictoires puisque les attendus sont des informations indicatives qui permettent de prescrire les parcours d'accompagnement", relève la Fage.

Les étudiants s'accordent davantage sur la mise en place de parcours d'accompagnement personnalisés, promis par la loi (82% sont pour).

Globalement, 59% soutiennent la réforme dans son ensemble, quand 32% ne la soutiennent pas (9% n'ont pas d'avis).

A la lumière de ces résultats, la Fage conclut que les personnes à l'origine des blocages de quelques universités "ne sont qu'une minorité radicale, parfois violente, et qui ne représente pas légitimement l'avis du plus grand nombre". Le syndicat demande toutefois un bilan de la plateforme Parcoursup dès septembre prochain et un "investissement massif" dans l'enseignement supérieur, avec une hausse du budget d'un milliard d'euros par an.

ito/jt/ct

Afp le 10 mai 18 à 20 09.